

# Forum Urbain des Caraïbes 2016

L'APPEL A COMMUNICATIONS



**Suriname**  
Caribbean Urban Forum 2016

27-30 Avril, 2016

Paramaribo

# PREMIER APPEL A COMMUNICATIONS FORUM URBAIN DES CARAÏBES 2016

## Le développement urbain durable? Entre rhétorique<sup>2</sup> et réalité

### Introduction

Du 27 au 30 avril 2016, l'Institut d'études supérieures et de la recherche d'Anton de Kom de l'Université du Suriname, en association avec l'Association du Suriname des urbanistes (en cours de constitution) et le Réseau des Caraïbes pour l'urbanisme et l'aménagement du territoire (CNULM) accueillera le sixième Forum urbain annuel des Caraïbes (CUF2016), à l'Hôtel Royal Torarica, Paramaribo, Suriname. Le forum est organisé en association avec le projet de développement économique local des Caraïbes, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'habitat (ONU-HABITAT), des évaluateurs internationaux Caraïbéens (CEI) et le Secrétariat de la communauté des caraïbes<sup>3</sup>.

Le Forum réunira des urbanistes et des aménageurs, des décideurs politiques, des universitaires et des professionnels des Caraïbes, dans l'objectif de faire progresser l'urbanisme et l'aménagement dans la région.

### Thème de la conférence

Le thème principal de la conférence est : un *développement urbain durable? Entre rhétorique et réalité*. Pour les urbanistes et les acteurs de l'aménagement, il y a non seulement l'exigence de comprendre les questions urbaines, mais aussi de suggérer et d'encourager la mise en place d'outils de transition permettant d'atteindre les résultats souhaités. La conférence se propose de d'étudier la mise en œuvre des principes du développement urbain durable dans les Caraïbes, en apportant un focus particulier sur les objectifs de développement durable. Cette question revêt deux dimensions: 1) la durabilité urbaine est devenue une composante obligatoire des politiques et des stratégies de développement urbain, mais celles-ci ne sont pas déclinées dans la réglementation et ne sont souvent pas mis en œuvre dans les projets et programmes; 2) Les approches actuelles du développement urbain, bien qu'étant bien intentionnées, rendent difficile la mise en œuvre de politiques urbaines durables dans un futur proche.

Nous posons également les questions suivantes:

(a) Les urbanistes s'inscrivent-ils dans un scénario post développement durable - où l'atteinte du développement durable n'est plus impossible parce que la capacité des générations futures

---

<sup>1</sup> Caribbean urban forum 2016 (CUF16)

<sup>2</sup> Ou "principes"

<sup>3</sup> From 27<sup>th</sup> – 30<sup>th</sup> April 2016, the Institute for Graduate Studies and Research of Anton De Kom University of Suriname in association with the Suriname Association of Spatial Planners (in formation) and the Caribbean Network for Urban and Land Management (CNULM) welcomes participants to the sixth annual Caribbean Urban Forum (CUF2016), at the Royal Torarica Hotel, Paramaribo, Suriname. The forum is hosted in association with the Caribbean Local Economic Development Project (CARILED), the Inter-American Development Bank (IDB), the United Nations Human Settlements Programme (UNHABITAT), Caribbean Evaluators International (CEI) and the Caribbean Community (CARICOM) Secretariat

à satisfaire leurs propres besoins est déjà compromise?

(b) Quel est le rôle des villes dans le développement durable et quelles sont les conditions permettant de réorienter les politiques urbaines, la planification et les programmes de développement pour produire des villes durables ?

Le thème générale de la conférence sera exploré par un faisceau de thématiques connexes, comprenant la gouvernance urbaine, le transport et l'efficacité énergétique durable, le développement économique et l'agriculture durables, la santé, les stratégies de régénération, l'éducation à l'urbanisme dans la région. La conférence se tiendra au Suriname, qui est l'un des trois pays continentaux côtiers de la CARICOM. En tant que tel, d'autres domaines d'intérêt particulier seront abordés, tels que les questions continentales et les populations autochtones, qui ne se retrouvent pas dans d'autres petits États insulaires des Caraïbes développement.

### Objectifs de la conférence

La conférence abordera les politiques urbaines spécifiques des Caraïbes dans le contexte de développement durable. Grâce à des présentations, des ateliers et des discussions, le Forum :

1. Examinera les progrès récents en terme de durabilité urbaine;
2. Envisagera l'importance de la gouvernance urbaine pour la durabilité et la réduction de la pauvreté;
3. Examinera les conditions de développement de transport efficace ;
4. Etudiera les efforts réalisés pour accroître le développement économique local et l'agriculture durables;
5. Envisagera les politiques de d'habitat en relation avec les exigences de densité ;
6. Examinera les politiques et les pratiques qui intègrent la santé pour atteindre des collectivités saines et durables;
7. Examinera la gestion de la zone côtière en particulier les zones côtières urbaines;
8. Examinera les pratiques d'éducation en matière de développement urbain durable.

Des activités spécifiques, seront également réalisées en lien avec la conférence :

1. L'assemblée générale annuelle de l'Association des urbanistes des Caraïbes ;
2. L'atelier de design urbain sur le développement énergétique ;
3. La formation UNHabitat sur l'urbanisme durable;
4. L'atelier sur le suivi et l'évaluation ;
5. Le forum des ministres des gouvernements locaux des Caraïbes organisé par l'Association des autorités gouvernementales locales des Caraïbes<sup>4</sup>.

L'appel à communications de la conférence vise la proposition de présentations qui examineront les questions liées aux domaines thématiques décrits ci-dessous. La conférence souhaite valoriser des expériences issues de la pratique et de la recherche en matière d'urbanisme et de gestion urbaine qui ont été mises en œuvre ou pourraient être transposés

---

<sup>4</sup> Caribbean Association of Local Government Authorities (CALGA)

dans le contexte des Caraïbes et aborder les questions contemporaines liées aux thèmes en proposés. Les communications pourront porter sur un ou plusieurs thèmes. Les études de cas, les projets et programmes, les évaluations institutionnelles, l'examen et la présentation des politiques sont encouragés. Les productions pourront être utilisées pour éclairer les travaux du Conseil de la CARICOM de développement économique et commercial<sup>5</sup> ou pour la préparation de réunions relatives à l'urbanisation durable des ministres de la CARICOM.

**Les communications pourront porter principalement mais pas exclusivement sur :**

### **1. Le développement urbain durable**

Lors du sommet sur le développement durable qui s'est tenu en septembre 2015, un nouveau programme mondiale audacieux pour éradiquer la pauvreté d'ici à 2030 et construire un avenir durable a été adopté à l'unanimité par les 193 États membres des Nations Unies ([www.un.org/sustainabledevelopment/summit/](http://www.un.org/sustainabledevelopment/summit/)). L'objectif 11 du sommet : Faire des villes inclusives, sûres, résilientes et durables, souligne l'importance des deux modes urbains et ruraux dans les changements de développement. D'autres objectifs de développement durable portant sur l'infrastructure et de l'assainissement recoupent les questions urbaines. Cette thématique est également en lien avec Habitat 3 prévu en Octobre 2016 ([www.habitat3.org/](http://www.habitat3.org/)).

Dans les zones urbaines, le concept de durabilité tend à être multi-dimensionnel incluant un grand nombre de sous-thèmes du forum. Comme le concept de développement durable est très large, les initiatives de développement urbain durable ont tendance à rester générales et manquent d'indicateurs de résultats mesurables. Une discussion sur la manière de mieux croiser les questions urbaines avec les objectifs nationaux / régionaux / locaux, et des objectifs et des indicateurs significatifs permettant de refléter la réalité caribéenne est fondamentale.

Points de discussion possibles:

- *Quelles sont les écarts connus entre les principes et la réalité du développement durable et comment les prendre en compte?*
- *Quelles sont les priorités de la Caraïbe en matière de développement urbain durable?*
- *Est-ce que la Caraïbe a progressé dans le développement d'indicateurs appropriés pour évaluer les stratégies de développement et de revitalisation urbaine ? Comment quantifier et déterminer le développement durable dans le contexte de la Caraïbe?*
- *Est-ce que l'urbanisme et les stratégies de développement convergent vers des objectifs de développement durable ou contre eux?*
- *Quelles sont les actions à prendre en considération pour la préparation d'Habitat 3 ?*

### **2. La gouvernance locale et la décentralisation**

La gouvernance locale est une question cruciale dans les Caraïbes en raison de l'état primaire de la plupart des capitales et des pouvoirs et des moyens limités des autorités municipales. La plupart des municipalités des Caraïbes tirent leurs moyens de transferts fiscaux des gouvernements centraux complétés de taxes liées aux fonciers dont le montant est très faible,

---

<sup>5</sup> Caribbean Community (CARICOM). Council of Trade and Economic Development (COTED)

compte tenu du faible potentiel des contributeurs. Les informations sur le foncier et l'occupation des sols sont limitées, ce qui rend la gestion et la surveillance urbaine difficile et problématique. L'évolution du rôle de la commune a été exprimée dans la Vision 2030 lancée en Juin 2015 lors du Forum du Commonwealth Local Gouvernement du Botswana ([www.clgf.org.uk](http://www.clgf.org.uk)), mais plusieurs petits pays s'interrogent sur la nécessité d'un leadership municipal dans le domaine de la planification et du développement global. Comment les systèmes de gouvernance peuvent davantage intégrer l'ensemble des parties prenantes et aborder des questions importantes qui deviennent d'autant plus critiques que les villes sont de plus en plus peuplées ? Les idées traduites dans les politiques auront des répercussions à long terme sur le paysage urbain. Il est important de comprendre les facteurs de décisions politiques et comment les urbanistes peuvent influencer sur ce processus de décision.

Les nombreuses autorités locales des Caraïbes sont économiquement vulnérables, pâtissent d'une législation insuffisante et de difficultés à générer des ressources suffisantes pour leur développement. La situation s'est aggravée par l'impossibilité faite aux gouvernements locaux d'administrer de faibles recettes par les gouvernements centraux. Dans le même temps, des réformes visant à transférer de l'autonomie, des compétences et des ressources aux gouvernements locaux sont souvent discutés mais pas mises en œuvre. La décentralisation est importante pour le développement local durable, parce que l'Etat central n'est souvent pas en mesure d'apporter suffisamment d'attention au développement local.

Points de discussion possibles :

- *Un changement dans la gouvernance municipale est-elle appropriée pour les aires urbaines des Caraïbes (Botswana, 2015) ?*
- *Quelles sont les structures de gouvernance appropriées pour tendre à un urbanisme durable, tant au niveau national que municipal ?*
- *Comment les multiples intérêts peuvent être pondérés par les exigences d'un urbanisme réaliste et durable ?*
- *Comment les politiques se conçoivent et qu'elle est l'influence des urbanistes et des autres acteurs de la société civile dans la prise de décision ?*
- *Comment la gouvernance locale peut-elle être renforcée, et qu'elles sont les expériences réussies ?*

### **3. Les solutions de transport durable**

L'étalement urbain pose plusieurs problèmes dans les Caraïbes. Il provoque le déplacement journalier d'un grand nombre de personnes pour accéder aux services indispensables à la vie quotidienne qui sont concentrés dans les centres urbains. Ces déplacements produisent des impacts indésirables, liés au recours croissant à l'automobile, l'utilisation d'énergies fossiles importés, une forte pollution, le stress et la perte de temps liés au trafic. La plupart de ces facteurs influent sur la productivité économique et la compétitivité de nos économies.

Le développement du transport urbain durable est dépendant de plusieurs facteurs. La clef est sans doute une meilleure utilisation des sols qui minimise le besoin des déplacements, grâce à des densités plus élevées, une forme urbaine compacte et l'utilisation mixte des sols. Des

solutions de transport collectif et de plateforme multi- modales, de piétonisation et de meilleure gestion de trafic telles que des horaires scolaires et de travail plus flexibles font également partie des mesures proposées. Toutefois, la plupart des villes des Caraïbes ne mettent pas en œuvre ces solutions et semblent préférer développer l'infrastructure routière et urbaniser en périphérie des centres urbains.

Points de discussion possibles:

- *Quels changements urbains peuvent rendre plus efficace la mobilité des personnes ?*
- *Est-ce que les gouvernements encouragent le transport public et la réduction de l'utilisation de l'automobile et comment financer les transports publics ?*
- *Comment réduire les besoins de déplacement pour économiser l'énergie et réduire le changement climatique?*
- *Quel rôle la société civile peut jouer dans l'élaboration et la conception des transports dans les villes?*
- *Quel est le lien entre pauvreté et faible niveau de transports ?*
- *Quelles sont les enseignements issus des expériences de transport en commun menées dans les Caraïbes? Aqua-taxi à Trinidad et Tobago ?*

#### **4. Le développement économique local pour les Caraïbes**

Le développement économique local est considéré comme une stratégie permettant de créer de la croissance économique durable socialement inclusive au niveau local. Il améliore la qualité de vie pour tous et favorise le développement de moyens de subsistance durables. Il est une approche de développement économique qui met l'accent sur les atouts locaux d'une région et vise à garantir que le développement économique est stimulé par un environnement favorable. Il est un processus qui utilise une approche multi-disciplinaire et multipartite qui rassemble les autorités, les entreprises et la société civile pour atteindre collectivement une stratégie de développement intégrée.

Les principaux enseignements tirés des praticiens du développement économique local sont que les efforts axés localement peuvent favoriser la création d'emplois d'investissements financiers et d'innovations locales qui peuvent conduire à une croissance économique durable. Les gouvernements locaux sont considérés comme central dans la coordination, la détermination et la facilitation de ces initiatives pour répondre aux besoins de leur population. Les initiatives réussies de développement économique local intègrent, un fort leadership, la planification et la gouvernance participative. La Déclaration de Gaborone - Vision 2030 du gouvernement local favorise le développement économique local dans le cadre de la «détermination des objectifs de développement durable» et encourage les municipalités à être leader du changement. En 2012, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) ont contribué à 40% du produit intérieur brut (PIB) et environ 70% des emplois dans la Communauté des Caraïbes. MPME dans les Caraïbes pourraient donc constituer le socle des initiatives de développement économique local.

Points de discussion possibles:

- *Quel est le rôle de la petite entreprise dans l'élaboration de la planification stratégique pour le*

*développement économique local des communautés des Caraïbes ?*

- *L'approche de la planification et du développement économique diffèrent-ils selon que l'on soit en milieu urbain ou rural ?*
- *Quelle est l'importance de la parole des micros et petites entreprises dans la définition des priorités locales de croissance?*
- *Les hommes et les femmes entrepreneurs sont-ils tout aussi entendus par les municipalités dans la planification du développement économique local dans les Caraïbes?*
- *Comment pouvons-nous formaliser et promouvoir les secteurs d'activité dans les économies informelles locales des Caraïbes?*

## **5. Les pratiques professionnelles, l'éducation et la formation à l'urbanisme dans les Caraïbes**

La qualité et la pertinence de la formation régionale et internationale peut aider à définir le rôle que peuvent jouer les urbanistes pour promouvoir des territoires durables dans la région. Dans de nombreux Etats, il est nécessaire d'accroître la transparence et l'inclusivité dans le processus d'urbanisation, notamment lorsque des choix difficiles doivent être faits dans la réorientation de la nature du développement urbain et la réduction de certaines pratiques non durables.

Points de discussion possibles:

- *Nos programmes de formation à destination des urbanistes contribuent-ils à créer des environnements urbains durables ?*
- *Notre engagement et cadre de formation actuels donnent-ils la parole à nos communautés? Comment pouvons-nous accroître la transparence et le dialogue dans le processus de prise de décision pour l'atteinte de résultats en matière d'urbanisme durable ?*

## **6. Les programmes d'amélioration et des règlementations de l'habitat irréalistes et non durables**

Il semble y avoir des contradictions entre l'habitat, la rénovation urbaine et les politiques de mise à niveau des quartiers et l'exigence d'un développement urbain durable dans les Caraïbes. Beaucoup de solutions, y compris certaines promues par les agences de prêts multilatérales, sont en faveur des zones en extension urbaine et de faible densité, dont l'aménagement nécessite le développement d'infrastructures importantes. Elles promeuvent l'étalement urbain et des déplacements générant de l'accroissement de consommation d'énergie. Ces solutions favorisent également l'artificialisation des bonnes terres agricoles en frange urbaine. Sauf pour la Jamaïque et Trinité-et-Tobago, les gouvernements de la région promeuvent les propriétaires occupants de leur logement comme principal mode d'habitat social. La taille minimale est normalement au-dessus de la capacité de revenus des groupes de bénéficiaires ciblés ce qui conduit à des subventions élevées limités à très peu de programmes non durables.

Points de discussion possibles:

- *Dans quelle mesure les gouvernements devraient participer directement à la construction de*

*logements? Dans quelle mesure devrait-on permettre et faciliter la production de logements par les secteurs privés et associatif<sup>6</sup>? Quelles sont les retours d'expériences issus des deux secteurs ?*

- *Quelles pratiques ont assuré la synergie et la coordination entre la politique du logement et d'autres programmes et stratégies gouvernementaux, par exemple, la planification urbaine, la politique économique, sociale, l'infrastructure?*
- *En dehors de la création de nouveaux logements, Quelles politiques et principes ont amélioré la sécurité d'occupation pour les résidents de l'habitat existant ? les stratégies des gouvernements des Caraïbes vers l'habitat informel peuvent-elles s'équilibrer entre l'équité sociale et le développement économique?*
- *Quelles sont les meilleures pratiques (études de cas) dans le logement public ou privé, et que pouvons-nous en apprendre ?*

## **7. L'environnement bâti et la santé publique**

Malgré de forts progrès dans les domaines de l'hygiène publique, la vaccination et le contrôle des maladies infectieuses qui se sont concrétisés par une réduction de ces pathologies. Les habitants des Caraïbes comme ailleurs dans le monde, sont touchés par une recrudescence des maladies non transmissibles (MNT). Ces maladies comprennent les pathologies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux, les cancers et le diabète, qui représentent 3 décès sur 4 dans les Caraïbes. La hausse des MNT est liée à une mauvaise alimentation, au tabac et à la consommation excessive d'alcool, l'inactivité physique et les disparités socioéconomiques.

La transformation de l'environnement bâti tend à être considérée comme faisant partie intégrante de la prévention des accidents et des maladies non transmissibles, ainsi qu'un facteur d'amélioration de l'environnement notamment de la qualité de l'air extérieur. La recherche tend à démontrer que la conception des villes a un impact direct sur les indicateurs de santé publique que ce soit par l'encouragement de l'activité physique et l'accès à des aliments nutritifs. Santé publique et bonnes pratiques en urbanisme peuvent se croiser à plusieurs niveaux : un urbanisme plus compact, des densités plus élevées et une mixité des fonctions ; des plans de transport urbains intégrés comportant des mobilités adaptés aux piétons, aux cyclistes en lien avec les transports en commun; la conception d'espaces publics qui encouragent la mobilité. Cependant, le travail de collaboration entre ces deux disciplines est nouveau, ce qui entraîne parfois un décalage entre l'intention et l'action. Ce cloisonnement des disciplines peut poser de réels obstacles en termes de progrès. Ces aspects sont exacerbés la combinaison de l'insuffisance des infrastructures et des services avec la persistance de l'habitat informel et de la pauvreté.

Points de discussion possibles:

- *Quels sont les obstacles potentiels liés, à des comportements sains consécutifs à l'environnement bâti, dans le contexte urbain des Caraïbes?*
- *De quelles façons les politiques urbaines, les plans d'occupation des sols, les normes de construction et les politiques de transport peuvent-ils soutenir la mobilité et l'activité physique?*

---

<sup>6</sup> Voluntary-sector housing production



- *Quels sont les programmes récents mis en place où l'environnement bâti est utilisé comme moyen d'améliorer la santé publique en réduisant les maladies non transmissibles, dans les pays des Caraïbes?*

## **8. La gestion des zones côtières urbaines**

La plupart de nos populations vivent dans les capitales de la zone côtière. Cela les rend sensibles aux tempêtes et à l'élévation du niveau de la mer. Les populations défavorisées sont les plus touchés parce qu'elles vivent souvent dans des logements informels à haut risque. Ces problèmes sont d'autant plus vrais dans les pays continentaux côtiers du Suriname, du Guyana et du Belize où les capitales sont tentaculaires et de basse altitude avec des parties du territoire situés en dessous du niveau de la mer. Compte-tenu du coût élevé de la protection du littoral et du nombre limité des mesures disponibles pour adapter le territoire et limiter son développement, les risques d'inondation sont plus importants et plus fréquents. Est-ce qu'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est un peu tardive pour remédier à ces problèmes?

Points de discussion possibles:

- *Quel a été l'impact des stratégies existantes de gestion côtière dans la région?*
- *De quelle manière pouvons-nous mettre en œuvre la GIZC en milieu urbain pour créer des villes résilientes?*
- *Quelles sont les solutions réalistes pour faire face à l'élévation du niveau de la mer et avons-nous plusieurs options d'adaptation?*
- *Le déménagement est-il la solution la moins chère à long terme?*

## **Critères intersectoriels**

Les objectifs de la conférence sont la transposition d'actions. Il est attendu des auteurs qu'ils incluent, si possible, au moins un des éléments suivants dans leur proposition.

**Gestion de la transition:** Comblent l'écart entre la rhétorique et la réalité en matière d'urbanisme durable ne se fera pas que par des changements dans les politiques urbaines et de planification, cela est beaucoup plus complexe. Des interventions spécifiques seront nécessaires pour prendre en compte le processus de transition, qui peut requérir une stratégie multipartite. Cela peut prendre la forme de projets pilotes, d'études de cas pour les interventions portant sur l'environnement bâti, allant de l'expérimentation à la mise en place de «laboratoires vivants» avant leur déploiement.

**Suivi et évaluation:** Il est difficile de savoir si une politique a réussi, lorsqu'il n'y a pas d'indicateurs de performance mesurables. La mauvaise qualité des données urbaines des Caraïbes, rend difficile le choix d'indicateurs pour évaluer le succès. Cependant, il peut être difficile et coûteux d'établir des systèmes de collecte et de gestion de données complexes en matière urbaine. Néanmoins, ces données constituent une condition préalable pour faire évoluer les politiques et les pratiques actuelles. Il est nécessaire d'établir des indicateurs utiles, peu coûteux et dans la durée qui permettraient de mesurer les évolutions. La collecte de données et leur administration peuvent être

durables, dans la mesure où ils s'inscrivent au-delà d'un projet.

## Critères d'admissibilité

### *Résumés*

Les résumés doivent être originaux et non soumis à d'autres conférences ou publications. Ils doivent être soumis en anglais en utilisant format MS Word ou équivalent en Arial taille de police 10 "et marges 1" et ne pas dépasser plus de 300 mots.

Les résumés comprennent :

1. Le titre de la présentation ;
2. Le sous-thème auquel elle se rapporte;
3. Nom (s) de l'auteur (s); (pas plus de 3)
4. La qualification ou le titre de l'auteur (s);
5. L'employeur de l'auteur ou l'institution affiliée;
6. Les coordonnées, - e-mail, téléphone / numéros de fax et adresse postale;

Les résumés doivent être soumis par voie électronique à:  
au sous-comité en charge des articles et présentations

Email: [info@bluespacecaribbean.com](mailto:info@bluespacecaribbean.com)

Date limite: le 15 Janvier 2016.

Une réponse sur les résumés sera fournie d'ici le 29 Janvier 2016

### *Les articles*

Les personnes dont les résumés ont été approuvés seront invités à présenter leur article et présentation PowerPoint. Les documents doivent être originaux et non soumis à d'autres conférences ou publications. Les articles doivent être soumis en anglais en utilisant format MS Word ou équivalent en Arial taille de police 10 "et marges1" et ne doivent pas dépasser 15 pages, illustrations, bibliographie et les annexes compris.

Les articles comprennent :

1. Le titre de la présentation proposée;
2. Le sous-thème auquel elle se rapporte;
3. Nom (s) de l'auteur (s); (pas plus de 3)
4. La qualification ou le titre de l'auteur (s);
5. L'employeur de l'auteur ou l'institution affiliée ;
6. Les coordonnées, y compris - e-mail, téléphone / numéros de fax et adresse postale;
7. Une courte notice biographique (pas plus de 100 mots) concernant l'auteur (s);
8. Une photo de chaque auteur

Les articles doivent être soumis par voie électronique à:  
au sous-comité en charge des articles et présentations

Email: [info@bluespacecaribbean.com](mailto:info@bluespacecaribbean.com)

Les articles complets devront être fournis pour le 4 Avril 2016

Les auteurs disposeront de 15 minutes pour présenter leur communication.

### **Voyage et frais de séjour**

**Important** : les frais de participation à la conférence CUF 2016 (y compris Voyage, hébergement et frais de conférence) seront à la charge des intervenants dont les articles ont été acceptés.

Nous vous remercions de ne soumettre un résumé que si au moins l'un des auteurs est certain d'être présent.

### **Appel aux exposants**

La CUF6 permet aux acteurs publics et privés impliqués dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire, et les questions en rapport avec l'environnement de promouvoir leurs produits et services. Pour demander une copie du forfait d'exposition, un courriel peut être adressé au comité CUF 2016 à l'adresse : [cuf2016@gmail.com](mailto:cuf2016@gmail.com)

### **Événements en lien avec la CUF2016**

Un atelier de design urbain pour les « campus management » sera accueilli du 25 au 26 Avril 2016 (a), ainsi que la formation UNHabitat sur les laboratoires vivants pour une urbanisation durable(b) et l'atelier sur l'évaluation et le suivi (c) se tiendront en amont de la CUF 16, pour des informations contacter Nika Maingot, Réseau des Caraïbes pour l'urbanisme : Téléphone: 1 (868) 662-2002 ext. 83386; email: [info@bluespacecaribbean.com](mailto:info@bluespacecaribbean.com)

L'Association caribéenne des autorités gouvernementales locales a exprimé un intérêt pour organiser une réunion ministérielle du Forum des ministres des gouvernements locaux des Caraïbes en préambule de la CUF 6.

CUF 6 est accueilli par:

